

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 4 juillet 2023

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 23-323

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



BHS

Lieu-dit "Champon"
10260 VAUDES

Code AIOT : 0005700477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 mai 2023 dans l'établissement BHS implanté CHAMPON 10260 Vaudes. L'inspection a été annoncée le 19 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société BHS, autorisée à exploiter la carrière alluvionnaire jusqu'au 10 mars 2023, a déposé son dossier de cessation d'activité au bureau de l'environnement le 13 mars 2023, complété le 14 avril 2023 et le 25 mai 2023 conformément à l'article 30 du décret n° 2021-1096 du 19 août 2021.

L'inspection a, de ce fait, procédé à une visite de récolement de fin de travaux le 3 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BHS
- Lieu-dit "Champon" 10260 VAUDES
- Code AIOT : 0005700477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BHS est autorisée, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 08-0644 du 10 mars 2008 modifié, à exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires située sur la commune de VAUDES, au lieu-dit « Champon ». La superficie autorisée était de 11,64 ha dont 10,2430 ha dédiés à l'extraction.

Le tonnage annuel maximum autorisé était de 75 600 t, soit 327 800 m³ sur la durée de l'exploitation qui était de 15 ans. La société BHS était autorisée à accueillir des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de la fosse d'extraction dans le cadre de la remise en état.

Deux arrêtés préfectoraux complémentaires ont été établis : n° PCICP2022242-0003 du 30 août 2022 et n° PCICP2022264-0001 du 21 septembre 2022, modifiant la remise en état du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- fin d'activité, remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat final	Arrêté Préfectoral du 10/03/2008, article 10.1	/	Sans objet
2	Etat final	AP Complémentaire du 21/09/2022, article 2	/	Sans objet
3	Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/03/2008, article 15.4	/	Sans objet
4	Arrêt définitif des travaux	Arrêté Préfectoral du 10/03/2008, article 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats émis lors de cette visite ne suscitent pas d'observation complémentaire et permettent d'attester une cessation définitive d'activité. Par conséquent, il est proposé à Madame la Préfète le Procès verbal (PV) de récolement dégageant l'exploitant de ses responsabilités en matière de police des carrières sur ces parcelles. Toutefois, l'exploitant étant tenu de poursuivre le suivi des eaux souterraines durant 2 années après le remblaiement, soit jusqu'en mars 2025, il est également proposé à madame la Préfète un arrêté complémentaire encadrant cette prescription.

Est également joint et proposé, un arrêté de levée des garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat final

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2008, article 10.1
Thème(s) : Autre, Elimination des produits polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.
Constats : Le jour de la visite, il n'a été constaté aucun déchet ou produit polluant présent sur le site. Ce point ne suscite pas d'observation complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat final

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitant doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant l'échéance de l'autorisation. Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes : Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, hormis les merlons de terres existants ; Le remblayage de la carrière se fera de la façon suivante : les remblais inertes seront recouverts par 0,2 m de remblais terreux puis par 0,4 m de terre végétale ; La mise en place d'un drainage perméable en position médiane du site, selon l'axe d'écoulement des eaux souterraines.
Constats : Le jour de la visite, il a été constaté que l'ensemble des terrains a été remis en état et remblayé. Les merlons de terres périphériques, végétalisés, ont été maintenus en place, ainsi que la mise en place de drainage perméable. La quantité de déchets inertes extérieurs accueillis est de 298 000 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2008, article 15.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevé deux fois par an (une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux) du niveau d'eau des puits visés à l'article 5 et réalise, à une fréquence semestrielle les analyses de la qualité des eaux souterraines. [...] Les analyses se poursuivront pendant une durée de 2 ans après la fin du remblaiement. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant. [...]
Constats : Le suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines a bien été réalisé par l'exploitant à raison d'une fréquence semestrielle durant toute la durée de l'autorisation. Conformément à cette prescription, l'exploitant s'engage à poursuivre ce suivi pendant une durée de 2 ans, soit jusqu'en mars 2025. A ce titre, il est proposé à madame la préfète un arrêté préfectoral complémentaire encadrant cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Arrêt définitif des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2008, article 32
Thème(s) : Autre, Arrêt définitif des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit la date d'expiration de l'autorisation, soit la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.</p> <p>Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement et comportant en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,- des interdictions ou limitation d'accès au site,- les mesures de maîtrise des risques liés au sol éventuellement nécessaire,- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,- en cas de besoin, la surveillance à exercer,- les limitations ou interdiction concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagné, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. <p>Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicable à cette carrière définie dans les actes préfectoraux la réglementant.</p> <p>L'exploitant peut déclarer dans les mêmes conditions que celles précisées si avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.</p> <p>La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du code minier est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celle soumise à la dite police des carrières.</p>
Constats : <p>Le mémoire déposé par l'exploitant répond à la prescription ci-dessus. Notamment, le site est dépourvu de produits dangereux ainsi que de déchets. La remise en état du site a été faite de façon à ce qu'il s'intègre naturellement dans le paysage, à caractère assez rural et agricole.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a joint à son mémoire de cessation d'activité les attestations SECUR conformément à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement qui attestent la conformité de mise en sécurité du site, la remise en état effectuée.</p> <p>Il est noté que l'exploitation du site a produit 322 800 m3 de matériaux sur la durée de l'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet